



VIANDE PORCINE

Fiche filière

À retenir

2,1 millions de tonnes équivalent carcasse de porcs produits en France.
3^e producteur européen.
30 % de la production exportée pour 1,6 milliard d'euros hors abats.
29 % de la consommation importée pour 2,2 milliards d'euros.



ORGANISATION

Les éleveurs sont regroupés dans 31 organisations commerciales de producteurs, appelées groupements de producteurs et issues du secteur coopératif. 89 % de la production porcine française est mise en marché par ces 31 groupements, et 10 de ces organisations commercialisent 75 % des porcs charcutiers mis sur le marché (source IFIP). Les groupements de producteurs sont fortement impliqués dans les maillons amont (génétique, alimentation animale, formation, conseil, aide au montage de projets) et aval (abattage-découpe, trading, transformation) de la production. Toutefois, au sein de la filière, l'industrie de la charcuterie reste encore relativement indépendante, ce qui lui permet de s'approvisionner pour partie sur le marché européen en fonction des opportunités de prix.



PRODUCTION

La France est le 3^e pays producteur de porc de l'Union européenne. Le cheptel en 2024 est de 11,7 millions de têtes, dont 0,8 million de truies et 6,6 millions de porcs à l'engraissement. 81 % de la production française est assurée par les élevages situés dans le Grand Ouest : Bretagne (57 %), Pays de la Loire (11 %), Nouvelle-Aquitaine (6 %), Normandie (6 %). En 2024, la France comptait environ 8 100 sites d'élevage d'une taille significative (sortant plus de 300 porcs). Parmi ceux-ci, le modèle naisseur-engraisseur reste dominant. Il représente 35 % des sites et 56 % des porcs charcutiers (source IFIP d'après SSP). La France a abattu en 2024 environ 21,9 millions de porcs, pour un volume de 2,1 millions de tec (tonnes équivalent carcasse), soit 10 % de la production européenne. Depuis 2000, la production a connu une baisse significative en têtes aussi bien qu'en volume (voir le graphique).

Évolution de la production française 2000-2024



Source FranceAgriMer d'après SSP



PREMIÈRE TRANSFORMATION (ABATTAGE-DÉCOUPE)

En 2024, 30 abattoirs traitent en France plus de 100 000 porcs par an chacun. Ils concentrent 94 % des porcs charcutiers abattus à l'échelle nationale. Les 11 plus importants (800 000 porcs par an et plus) sont situés dans le Grand Ouest : 9 en Bretagne, 1 en Mayenne et 1 dans les Deux-Sèvres. Les deux entreprises en tête sur le marché national, Bigard et Cooperl Arc Atlantique, représentent respectivement de l'ordre de 21 % et 20 % des capacités d'abattage de porcs en France, avec plusieurs outils de grande capacité.



COMMERCIALISATION ET DEUXIÈME TRANSFORMATION (SALAISSONNERIE)

Sur les 2,1 millions de tec de porcs abattus en France, 625 000 tec sont exportées, soit près de 30 %, pour les deux tiers vers le marché intra-UE (Italie, Espagne, Belgique...) et pour le restant vers les pays tiers (Chine, Royaume-Uni, Philippines...). Les importations, quant à elles, représentent de l'ordre de 615 000 tec. Les 2 millions de tec disponibles après imputation des imports/exports sont destinés pour environ 570 000 tec à la commercialisation en frais (essentiellement de la longe) et pour environ 1,6 million de tec à l'industrie française de transformation (salaïssonnerie principalement). L'industrie de la salaïssonnerie produit de l'ordre de 1,1 million de tonnes de produits de charcuterie par an. De l'ordre de 300 entreprises de charcuterie-salaïsson-traiteur réalisent un chiffre d'affaires annuel de 6,7 milliards d'euros (2024). Le tissu économique est très majoritairement constitué de petites et micro-entreprises (90 %). Au total, cette activité emploie 32 000 salariés.

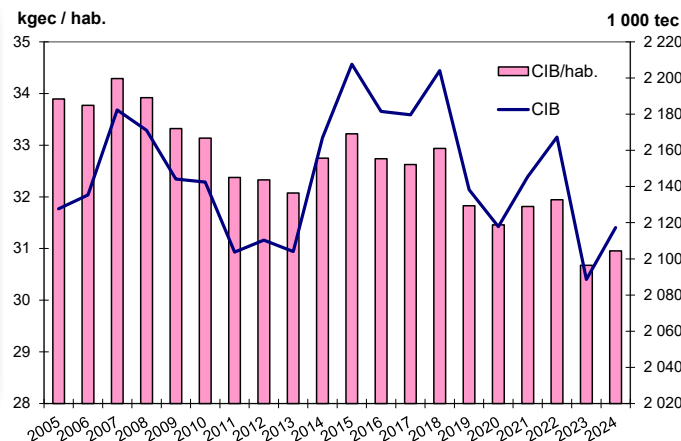


CONSUMMATION

En 2024, la consommation globale française (calculée par bilan) est de 2,1 millions de tec (tonnes équivalent carcasse), et la consommation moyenne par habitant de 30,9 kg équivalent carcasse. Les produits de charcuterie représentent de l'ordre des trois quarts de la consommation, les viandes non transformées un quart. L'année 2023 avait été marquée par un début de reflux de l'inflation, sans effet positif sur les volumes de porc consommés (- 3,7 % par rapport à 2022).

En 2024, ce mouvement de ralentissement de la hausse des prix à la consommation se poursuit. Pour la seule consommation des ménages à domicile, le recul des volumes est un peu moindre (- 2,7 % pour le porc frais, - 1,6 % pour les charcuteries). Ces évolutions sont proches, quoiqu'un peu en retrait, de celle de l'ensemble des viandes de boucherie (- 3,5 % en volume).

Consommation française totale et par habitant



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française



ÉCHANGES

Les exportations françaises de produits porcins en 2024 sont de l'ordre de 625 000 tec auxquelles il faut ajouter 151 000 t d'abats, pour un chiffre d'affaires global de 1,9 milliard d'euros.

- viandes fraîches et congelées : 447 000 tec
- charcuteries et salaisons : 111 000 tec
- graisses : 35 000 tec
- animaux vivants : 33 000 tec

En valeur, les débouchés sont à 60 % intra-UE : Italie (13,0 %, 240 M€), Belgique (9,9 %, 184 M€), Allemagne (8,8 %, 162 M€)... et à 40 % vers les pays tiers : Chine (13,3 %, 246 M€), Japon (3,9 %, 73 M€), Philippines (5,4 %, 100 M€)...

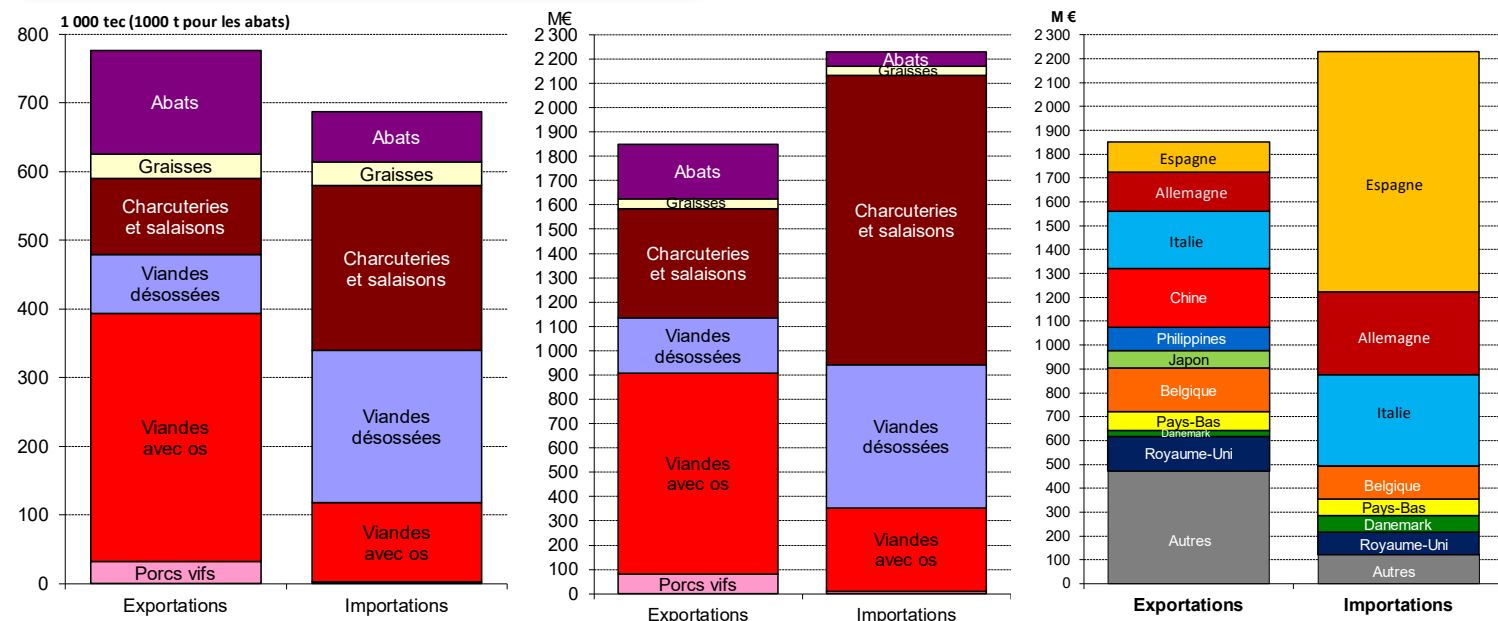
Les importations françaises sont de l'ordre de 615 000 tec en 2024 auxquelles il faut ajouter 73 000 t d'abats, pour un montant global de 2,2 milliards d'euros.

- viandes fraîches et congelées : 336 700 tec
- charcuteries et salaisons : 240 300 tec
- graisses : 35 000 tec

En valeur, le principal fournisseur de la France est l'Espagne (45,2 %, 1 008 M€) suivie de l'Italie (17,1 %, 381 M€) et de l'Allemagne (15,5 %, 345 M€).

Quoiqu'en dégradation ces dernières années, la balance commerciale de la France est traditionnellement positive en tonnage (+ 89 200 tec en 2024). En valeur, en revanche, la structure déséquilibrée des échanges (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés) fait qu'elle a été globalement en déficit, sauf en 2020 et 2021, du fait d'importations exceptionnellement massives de la Chine en lien avec l'épizootie de peste porcine africaine. En 2024, ce solde négatif tend à se dégrader (- 380 M€ contre - 341 M € en 2023).

Échanges français (2024) par type de produit et par pays



Source : FranceAgriMer d'après douane française